

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 5 septembre 2016

Direction des finances

11 2016.RRGR.111 Motion 038-2016 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Cession des actions du canton dans le capital de la BCBE

N° de l'intervention: 038-2016
Type d'intervention: Motion
N° d'affaire: 2016.RRGR.111
Déposée le: 27.01.2016
Déposée par: Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) (porte-parole)
Gsteiger (Eschert, PEV)
Kohli (Berne, PBD)
Müller (Berne, PLR)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 720/2016 du 15 juin 2016
Direction: FIN

Cession des actions du canton dans le capital de la BCBE

Le Conseil-exécutif est chargé

1. de vendre les actions que possède le canton de Berne dans le capital de la Banque cantonale bernoise (BCBE) ;
2. d'investir le produit de la transaction dans un fonds de la formation et de la recherche.

Développement :

Le secteur bancaire fonctionne sans que l'Etat ait besoin d'intervenir. La garantie accordée par le canton à la BCBE est maintenant échue et rien ne s'oppose plus à la cession des actions du canton dans le capital de la banque.

Le canton fait par ailleurs face à une forte concurrence dans le domaine de la formation, tertiaire surtout, et de la recherche (Université, BFH, instituts fédéraux de recherche). Les investissements dans la formation et la recherche et notamment la recherche appliquée profitent au site économique et au cadre de vie bernois. Il est sensé, pour le canton de Berne, de se désengager du secteur bancaire et d'investir plutôt dans les secteurs porteurs de la formation et de la recherche, au bénéfice des générations futures.

Les projets dont le financement doit être assuré ne manquent pas (campus de la BFH, Innocampus de Bienne, sitem-Insel Bern, lycée technique de Berthoud, Tec Lab de Berthoud, etc.).

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1

Le canton de Berne est actuellement l'actionnaire majoritaire de la Banque cantonale bernoise (BCBE), dont il détient 51,5 pour cent du capital. Le point 1 de la présente motion charge le Conseil-exécutif de vendre cette participation. Il y a une dizaine d'années, trois motions successives avaient déjà exigé la cession partielle ou totale des actions détenues par le canton dans le capital de la BCBE (motions 290-2006, 158-2007 et 208-2007). Le Conseil-exécutif avait rejeté ces demandes. Le Grand Conseil s'était lui aussi opposé à la vente de la participation cantonale pour ce qu'il avait pu examiner de ces interventions, puisque les motions 290-2006 et 158-2007 ainsi que le chiffre 3 de la motion 208-2007 avaient été retirés avant les délibérations parlementaires.

Pour se prononcer sur une cession éventuelle des actions que possède le canton dans le capital de la BCBE, il faut tenir compte de diverses données et considérations qui sont exposées dans

les développements ci-après. Certains des arguments avancés dans les réponses aux motions susmentionnées sont répétés ici, car ils sont toujours valables.

Données juridiques

L'article 53 de la Constitution cantonale (ConstC, RSB 101.1) prévoit que le canton exploite une banque afin d'encourager le développement économique et social. De ce fait, la cession de la totalité de la participation cantonale au capital de la BCBE impliquerait non seulement une révision de la loi sur la société anonyme Banque cantonale bernoise (LSABCBE, RSB 951.10), mais aussi une modification de la Constitution soumise à une votation obligatoire.

La loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (LB, RS 952.0) prévoit en outre que le canton doit détenir plus d'un tiers du capital de la BCBE pour que celle-ci soit réputée banque cantonale. Il s'ensuit que si le canton vendait la totalité de sa participation, la BCBE ne pourrait plus se présenter sur le marché en tant que banque cantonale et perdrait dès lors non seulement son nom, mais aussi sa spécificité de banque cantonale.

La garantie de l'Etat que le canton offrait à la BCBE a été supprimée fin 2012. La modification en ce sens de la LSABCBE, du 16 septembre 2004, a été adoptée à la condition que la BCBE poursuive sur la voie de la stabilité où elle se trouvait depuis 1992 et que le canton conserve dans un premier temps la majorité du capital de la banque. Il existait alors une large volonté politique de maintenir la BCBE dans son statut de banque indépendante. La garantie de l'Etat a été supprimée progressivement et sans difficulté.

Importance économique de la BCBE

La BCBE compte parmi les plus importantes banques de détail en Suisse et elle est la première banque de son secteur pour les affaires privées et commerciales sur le marché des cantons de Berne et de Soleure. Depuis son assainissement au début des années nonante, elle est devenue un établissement financier qui prospère et fonctionne extrêmement bien. Il est dans l'intérêt du canton de Berne et de son économie de disposer d'une banque cantonale forte. La BCBE étant profondément enracinée dans le canton de Berne et son espace économique, elle joue un rôle important dans le renforcement de l'économie publique bernoise. Plusieurs indicateurs montrent ainsi l'importance de cette banque au plan économique :

- La BCBE contribue de manière substantielle aux prestations de services bancaires qui sont offertes à la clientèle privée et commerciale (en particulier aux PME) dans le canton de Berne. Forte de plus de 500 000 clients et clientes, la banque dispose d'un dense réseau de succursales. La BCBE accorde plus de 20 milliards de francs de prêts. Par ailleurs, elle gère pour sa clientèle plus de 22 milliards de francs de dépôts de fonds et environ 20 milliards de francs de valeurs patrimoniales. Dans le canton, le tiers des PME et plus d'un particulier sur trois entretiennent une relation bancaire avec la BCBE.
- La BCBE est un employeur de premier plan dans toutes les régions du canton. Elle emploie quelque 1300 personnes sur plus de 70 sites, ce qui représente une masse salariale annuelle d'une centaine de millions de francs. A la BCBE, un poste sur dix est occupé par une personne en formation. La BCBE forme environ un quart de toutes les personnes en apprentissage dans le secteur bancaire, ce qui en fait la première banque formatrice dans le canton de Berne. En sa qualité de formatrice et de banque des PME et des nouvelles entreprises, la BCBE contribue de manière importante à assurer l'avenir de notre espace économique.
- La BCBE est assujettie à l'impôt, à la différence de la plupart des autres banques cantonales, qui en sont partiellement ou totalement exonérées. Elle constitue donc un important contribuable du canton de Berne, et participe à l'accroissement du substrat fiscal du canton en proposant des emplois attractifs.
- Le placement progressif d'actions auprès d'investisseurs privés et institutionnels a permis d'accroître le nombre des actionnaires à plus de 60 000 ; la majorité d'entre eux réside dans le canton de Berne. La banque compte ainsi, toutes branches économiques confondues, parmi les dix premières sociétés faisant appel à l'épargne publique de Suisse en référence au nombre d'actionnaires.

Depuis la crise financière, le critère de l'importance systémique s'est imposé pour apprécier le poids économique des banques. Selon la LB, les banques suisses d'importance systémique sont celles dont la défaillance porterait gravement atteinte à l'économie et au système financier suisses. Jusqu'ici, cinq banques ont été reconnues comme étant d'importance systémique, et la BCBE n'en fait pas partie dans cette optique nationale. Toutefois, du fait de son étroite imbrication dans l'ensemble du tissu économique bernois, elle joue un important rôle économique qui, du point de vue du Conseil-exécutif, ne saurait être sous-estimé.

Considérations stratégiques

Conformément à sa stratégie de propriétaire, le canton de Berne entend conserver avec la BCBE une banque indépendante et performante, active dans toutes les régions du canton et dont le centre de décision se trouve à Berne. La relation de la banque avec le canton est caractérisée par une nette distinction entre responsabilité politique et responsabilité entrepreneuriale. L'influence du canton se limite à l'exercice des compétences qui lui sont conférées par le droit des sociétés au sein de l'assemblée générale, où il dispose de la majorité des voix en sa qualité d'actionnaire majoritaire. La stabilité de ses relations avec le canton, son principal actionnaire, favorisent le développement solide et durable de la BCBE.

Le Conseil-exécutif considère que la politique d'affaires prudente de la BCBE, axée sur le succès à long terme, a fait ses preuves et qu'elle doit être poursuivie. Or il n'est pas certain que la politique d'affaires actuelle serait maintenue si le canton céda sa participation. Et comme il serait sans doute difficile de placer en temps utile la totalité des actions selon la structure recherchée jusqu'ici d'un actionnariat ancré dans l'espace économique bernois, la BCBE deviendrait la proie des candidats à la reprise (par exemple des investisseurs suisses ou étrangers, ou un fonds spéculatif), avec des conséquences impossibles à prévoir pour le canton de Berne. Il faut envisager, dans cette hypothèse, que la BCBE ne serait plus libre d'agir en toute indépendance et se trouverait éventuellement exposée à des spéculateurs qui, au lieu d'appliquer une stratégie d'entreprise à long terme, chercheraient uniquement à optimiser leurs gains. L'ancrage de la BCBE dans le canton et son centre décision à Berne pourraient être remis en question, ce qui susciterait une grande incertitude et compromettrait la contribution de la banque au développement économique du canton. La perte du statut de banque cantonale et du nom de BCBE risquerait par ailleurs d'éroder la confiance des clients. Enfin, il faut observer qu'avec un rating Aa1, la BCBE figure actuellement parmi les banques les mieux notées de Suisse. La cession de la part du canton entraînerait très probablement une baisse de cette note, avec à la clé pour la banque des conséquences négatives sur l'obtention de capitaux et sur la confiance de sa clientèle.

Aspects de politique financière

La BCBE verse à ses actionnaires depuis 1996 des dividendes attrayants en constante progression (le dividende par action a été multiplié par six depuis cette date). Ces dernières années, le canton a reçu un dividende annuel de près de 30 millions de francs (et d'environ 50 millions en 2013 en raison d'un dividende exceptionnel). Ce montant représente un taux de rendement de plus de 3 pour cent de la valeur boursière, ce qui est un très bon rapport du point de vue actuel. Rapporté à la valeur nominale de la participation inscrite au bilan (CHF 96 mio), ce rendement est même supérieur à 30 pour cent. En valeur cumulée depuis 1998, les dividendes versés au canton totalisent environ 400 millions de francs.

Cette source constante de revenus (du moins dans la situation actuelle de la BCBE) disparaîtrait d'un coup si le canton vendait la totalité de ses actions. Et ce à un moment où ses perspectives financières à moyen et long termes se sont nettement détériorées. La disparition des dividendes de la BCBE s'inscrirait dans une série de pertes de revenus intervenues ces dernières années qui grèvent les finances cantonales (p. ex. la baisse de l'impôt sur les véhicules à moteur et la baisse des impôts sur les mutations).

Aux recettes récurrentes sous forme de dividendes se substituerait en cas de cession le produit unique de la vente de la BCBE. Fin 2015, la valeur en bourse des actions détenues par le canton de Berne dans le capital de la banque s'élevait à environ 900 millions de francs. Il est difficile de prévoir si, le cas échéant, la décision du canton de céder sa participation aurait une incidence

positive ou négative sur le cours des actions, de sorte que le produit d'une vente éventuelle pourrait différer considérablement de la valeur boursière précédemment indiquée. En tout état de cause, il est globalement plus avantageux, du point de vue de l'investisseur, de conserver un flux régulier de paiements sous la forme de dividendes élevés plutôt que de réaliser une seule fois le produit de la vente de la BCBE. Depuis que la banque a été transformée en une société anonyme, en 1998, elle a versé au total au canton de Berne plus de 1,8 milliard de francs sous forme de dividendes, d'impôts et autres indemnités.

Point 2

Le point 2 de la motion demande que le produit de la cession des actions de la BCBE soit investi dans un Fonds de la formation et de la recherche. Tout comme les motionnaires, le Conseil-exécutif estime que la formation et la recherche jouent un rôle important dans le développement du canton de Berne. C'est la raison pour laquelle le renforcement de la formation figure parmi les objectifs du programme gouvernemental de législature de 2015 à 2018 et une nouvelle base légale a été créée récemment avec la loi sur l'encouragement de l'innovation (LEI) pour soutenir la recherche et le développement orientés vers les applications dans le canton de Berne. Ce soutien pourra bénéficier notamment aux projets, évoqués par les motionnaires, du site biennois du Parc national d'innovation et du centre de compétences national en médecine translationnelle et entrepreneuriat (SITEM-Insel).

Le Conseil-exécutif porte cependant un regard critique sur la création d'un fonds pour la formation et la recherche, comme il l'a déjà indiqué dans sa réponse à la motion 025-2015 « Fonds de la formation ». L'affectation de deniers publics généraux liée à la création d'un fonds exige en principe la plus grande retenue. De plus, un nouveau fonds restreindrait encore la marge de manœuvre du canton en matière de politique financière, puisque les moyens qui l'alimenteraient échapperaient aux priorités fixées à l'échelle cantonale. Ces derniers temps, les milieux politiques se sont eux par ailleurs montrés critiques sur la création de fonds, et le Grand Conseil a rejeté sans ambiguïté la motion 025-2015 mentionnée plus haut. Dans le cas présent, il faut en outre de tenir compte du fait qu'un placement – pour l'instant dénué de risque – du produit de la vente des actions de la BCBE ne devrait guère être rentable, voire pourrait entraîner des intérêts négatifs, compte tenu de la situation actuelle des marchés financiers. La fortune du Fonds diminuerait en conséquence continuellement d'un montant significatif.

Conclusion

La cession de la totalité de la participation du canton à la BCBE qu'exige la motion signifierait un abandon de la voie de l'indépendance de la banque en faveur de laquelle le corps électoral, le Grand Conseil et le Conseil-exécutif se sont à plusieurs reprises prononcés depuis 1992. Le Conseil-exécutif ne voit pour l'heure aucune raison de changer aussi radicalement de cap. La BCBE a connu une évolution très satisfaisante ces dernières années ; elle est saine et solide, et elle a su affirmer sa position sur un marché de plus en plus exigeant. Le Conseil-exécutif considère qu'une banque cantonale solide est à divers égards profitable au canton de Berne, et qu'il ne faut pas compromettre ce modèle gagnant que représente la BCBE. Il propose donc le rejet de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Zu Punkt 1: Ich kann meine Begründung eigentlich in einem einzigen Satz zusammenfassen. Im Bankenbereich funktioniert der Markt, da braucht es keine staatlichen Eingriffe. Uns ist natürlich allen klar, dass der Bankenmarkt Regulierung braucht. Das geschieht aber auf Bundesebene. Damit hat der Kanton nichts zu tun. Ich habe Punkt 1 bewusst sehr offen formuliert und absolut keine Vorgaben auf der Zeitachse gemacht. Denn mir ist natürlich klar, dass es seine Zeit bräuchte, wenn man dieses Geschäft angehen wollte. Dabei müsste man stufenweise vorgehen und könnte nicht alles auf einmal auf den Markt werfen. Diese

Gefahr besteht aber auch gar nicht, wie die Regierung ausführt. Man müsste die Verfassung ändern, und das Volk hätte ohnehin das letzte Wort.

Ich komme bereits zu Punkt 2. Dort war die Idee, eine Art Kompromissvorschlag zu machen, zwischen links und rechts. Der Kanton Bern hat noch einiges an Tafelsilber; nicht nur bei den BEKB-Aktien, sondern auch bei der BKW. Dieses Tafelsilber sollte man nicht einfach sofort versilbern und der normalen Rechnung zuführen. Meine Idee wäre es, dies in einem Fonds auch zukünftigen Generationen zukommen zu lassen und es dann nach und nach zu investieren.

Zur Stellungnahme der Regierung. Diese ist für mich doch ein wenig zu schönfärberisch ausgefallen. Ich bin zwar noch kein Methusalem, aber ich kann mich noch allzu gut erinnern, wie die BEKB in den 90er-Jahren mit Milliarden saniert werden musste. Dass in der regierungsrätlichen Antwort dazu kein einziges Wort steht, während dafür minutiös aufgerechnet wird, was für eine Dividendenperle die BEKB sei, eine Kuh, die man melken kann und die immer etwas für die Laufende Rechnung hergibt, das hat mich schon erstaunt. Vielleicht kann sich die Frau Finanzdirektorin ja auch noch daran erinnern, dass es Zeiten gab, in denen man massiv investieren musste, damit die BEKB – ich sage es einmal so direkt – nicht pleiteging. Und damit bin ich beim nächsten Argument der Regierung, das mich stutzig gemacht hat: Es wird sozusagen begründet, die BEKB sei systemrelevant in der bernischen Volkswirtschaft. Ich bezweifle allein schon, dass es so etwas wie eine bernische Volkswirtschaft gibt. Wir sind einfach Teil der Schweizer Volkswirtschaft. Wenn die BEKB aber tatsächlich systemrelevant wäre, müsste man doch als Schluss daraus sagen: Hände weg von diesem Klumpen-Risiko! Dann dürfte man nicht Mehrheitsaktionär einer solchen Firma bleiben. Aber nein, die Regierung dreht dies um und sagt, wenn der Kanton Bern seine schützende Hand darüber hält, kommt das schon gut heraus, selbst wenn es dereinst wieder einmal ganz übel zu und her gehen sollte. Die Regierung schreibt selber – und ich habe es auch schon gesagt –, dass dies eine Verfassungsänderung bräuchte. Das Volk hätte also das letzte Wort. Weshalb hat die Regierung, weshalb haben wir Angst, dem Volk einmal solche Fragen vorzulegen? Ich glaube, das Volk hätte keine Angst davor, wenn es die BEKB nicht mehr als Staatsaktiengesellschaft gäbe. Diejenigen, die dann wirklich Angst hätten, könnten dann immer noch zur Postfinance wechseln. Diese ist ja in Bundesbesitz, und der Bund ist ja fast noch ein wenig der seriösere Aktionär, als der Kanton Bern.

Ich schliesse meine Argumentation ab und nehme die Regierung bei ihrer eigenen Argumentationslogik: Wenn die Regierung sagt, die BEKB rentiert einfach, sie ergibt Dividendenrenditen, und wir müssen zudem Arbeitsplätze im Kanton Bern erhalten, dann müsste die Regierung eigentlich konsequenterweise Milliardenkredite aufnehmen. Dann würden wir nämlich auch noch ein wenig Swatch-Aktien kaufen, denn das ist auch eine Dividendenperle, die viele Arbeitsplätze im Kanton Bern anbietet. Auch müssten wir natürlich ein wenig CSL-Aktien kaufen. Dort hätten wir vielleicht sogar noch ein wenig Insiderwissen durch den Grossratskollegen Müller. Das ist auch eine wunderbare Dividendenperle. Medtech ist ebenfalls von strategischer Bedeutung im Kanton Bern. Und allem voran müssten wir natürlich ganz dick einsteigen bei der Swisscom, nicht wahr? Denn die Swisscom hätte immerhin noch den Vorteil, über Rechenzentren zu verfügen, die fast noch etwas sicherer sind als jene der Bedag. Und wir haben ja heute gehört, wie wichtig es uns ist, dass ein Berner den Sicherheitsschlüssel zum Serverraum hat. Denn dann fühlen wir uns sicher.

Le président. Möchten sich noch Mitmotionäre äussern? – Nein, dann kommen wir zu den Fraktionsvoten.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Liebe Leute, ein Huhn, das goldene Eier legt, soll man nicht schlachten sondern sich um sein Wohl sorgen. Ich finde die Antwort des Regierungsrats sehr gut, und die grüne Fraktion ist der Auffassung, dass die Kantonalbank punkto Verkauf in Ruhe gelassen werden sollte. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort auch erwähnt hat, wurden in der Vergangenheit mehrmals Vorstösse dazu eingereicht, die später allerdings wieder zurückgezogen wurden. Ich meine, der letzte dieser Vorstösse sei dann doch abgelehnt worden. Ich kann mir vorstellen, dass solche Vorstösse Unruhe in den Betrieb bringen. Sie schaden dem Arbeitsklima, verunsichern die Angestellten und stellen die Position der Berner Kantonalbank in Frage.

Der Vorstoss will, dass der Kanton seinen Anteil an der BEKB verkauft und den Erlös in einen Bildungsfonds investiert. Für die grüne Fraktion ist Bildung bekanntlich enorm wichtig, doch nicht nach dieser aus unserer Sicht falschen Logik. Es ist nicht sinnvoll, Gelder, die Dividenden einbringen, auf einem Bankkonto zu lagern und dann die Minuszinsen zu bezahlen, solange zu viel

Geld auf dem Markt ist. Wir müssen uns für die Bildung einsetzen, und dies können wir auch ohne Verkauf des staatlichen Anteils an der BEKB. Die Kantonalbank beschäftigt 1300 Angestellte, ist in 70 Standorten präsent, und jeder zehnte Arbeitsplatz ist für die Ausbildung reserviert. Liebe Wirtschaftsfreunde, die Berner Kantonalbank bildet ein Viertel aller Lernenden in der Bankbranche aus und hat eine grosse volkswirtschaftliche Bedeutung. Die Grösse ihrer Kundschaft zeigt, dass die Bernerinnen und Berner ihre Bank schätzen. Wir sollten das ernst nehmen. Die Grünen sind überzeugt, dass die BEKB im Falle eines Verkaufs in Bälde von einer grossen Bank oder einem internationalen Unternehmen geschluckt würde. Ihre Bedeutung im Kanton Bern würde schwinden und damit auch ihre Vorteile wie Beschäftigung, Steuern, Ausbildung, dezentrale Standorte usw. Die BEKB ist noch attraktiver, folgt man der Antwort des Regierungsrats.

Der Verkauf ist nur mit einer Verfassungsänderung möglich, was auch eine Volksabstimmung nötig macht. Ich bin überzeugt, dass die Bevölkerung den Verkauf der BEKB ablehnen würde. Die Identifikation mit der BEKB ist zu gross, das haben die Resultate vergleichbarer Abstimmungen gezeigt. So haben zum Beispiel 2009 84 Prozent der Stimmberechtigten den Teilverkauf der Energie Thun AG an den Stromkonzern BKW abgelehnt. Ich hoffe, dass der Vorstoss abgelehnt wird und es keine Volksabstimmung braucht. Wir sollen keine Verunsicherung bei der BEKB auslösen, das können wir uns nicht leisten. Tragen wir Sorge zum Huhn mit den goldenen Eiern. Der Vorstoss wird von der grünen Fraktion mit grosser Mehrheit abgelehnt.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Bildung statt Banking – dieser Titel klingt sehr gut und sehr verlockend. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion setzt sich immer und überall für eine gute öffentliche Bildung ein und fordert, dass dafür auch die entsprechenden Mittel zur Verfügung gestellt werden. Banking steht in der englischen Sprache aber auch für Stau oder Gefälle. Staus oder ein gesellschaftliches Gefälle will die SP-JUSO-PSA-Fraktion mit ihrer Politik aber verhindern. Und weil diese Motion zu einem Stau oder einem Gefälle führen würde, lehnen wir sie ab. Entzögen wir nämlich dem Kanton Bern Einnahmen von jährlich rund 30 Mio. Franken, so würden die Finanzen des Kantons weiter in Schieflage geraten. Es entstünde eben ein Gefälle, oder es würde ein Stau an Aufgaben entstehen, die nicht mehr ausgeführt werden könnten. Es würden einmal mehr finanzielle Einnahmen wegfallen, was aus Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion falsch wäre. Eine nachhaltige Finanzpolitik verlangt von uns Parlamentarierinnen und Parlamentariern wie auch von der Regierung Massnahmen, die ausgabenseitig wirken – das ist klar –, aber eben auch einnahmenseitig.

Über Punkt 2 der Motion können wir nur den Kopf schütteln, auch wenn Thomas Brönnimann hier sicher gute Absichten hatte. Aber diese Forderung ist doch ziemlich blauäugig, wenn man die Geschichte in diesem Rat betrachtet. Jedes Mal, wenn wir in den letzten Jahren hier im Rat über Fonds diskutiert haben, hiess es von bürgerlicher Seite, mit Fonds würde das Rechnungsergebnis verfälscht, der Schuldenabbau verzögert usw. Fonds seien des Teufels, konnte man meinen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion würde einen Fonds mit einer Zweckbestimmung zugunsten von Forschung und Bildung eigentlich begrüssen. Es gab von uns und vonseiten der Gewerkschaften bereits etliche solche Vorstösse, beispielsweise auch für einen Fonds zugunsten der Lehrlingsausbildung oder für einen Fonds zugunsten der Bildung grundsätzlich. Darüber haben wir Anfang dieses Jahres diskutiert. Das war ein Vorstoss von Roli Näf, aber wenn es vonseiten der SP kommt, hat so etwas natürlich keine Chance. In diesem Parlament einen Fonds zu fordern, ist pure Augenwischerei. Das sollte wahrscheinlich ein «Zückerli» für uns sein, um damit der Linken den Verkauf der BEKB-Aktien schmackhaft zu machen. Aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, auf dieses «Buebetrickli» fallen wir nicht herein. Dass ausgerechnet ein Mitmotionär der FDP diese Forderung eines Fonds unterstützt, zeigt, wie scheinheilig diese Motion ist. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt die Motion in beiden Punkten ab.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Bei der glp herrscht im Moment offenbar Ausverkaufsmentalität. Ich möchte zu vier Punkten kurz etwas sagen: zum Volkswirtschaftlichen, zum Aktionariat, zum Finanziellen und zu Punkt 2, also der Fondslösung. Die volkswirtschaftliche Bedeutung der BEKB ist unbestritten, das haben bereits meine Vorrednerinnen und Vorredner unterstrichen. Die BEKB ist eine führende Bank in den Kantonen Bern und Solothurn. Das grosse Interesse, die umfangreichen Kundenbeziehungen sowohl im privaten wie auch im wirtschaftlichen Sektor, zeugen von einem grossen Vertrauen in diese Bank. Sie ist auch ein bedeutender Arbeitgeber, mit einem Geschäftsstellennetz von 70 Geschäftsstellen, verteilt über die beiden Kantone. Zudem hat die BEKB das beste Rating, das eine Bank überhaupt haben kann, nämlich Aa1. Damit gehört sie zu

den Spitzenreitern.

Zum Aktionariat: Wie wir in der Antwort der Regierung lesen konnten, hält der Kanton 51,5 Prozent oder 96 000 Aktien. Das ist eine klare Mehrheit, aber – und dies zum Vorwurf von Thomas Brönnimann, man sage nichts über die Dezenium Finanz AG – die Staatsgarantie ist weggefallen. Sie besteht nicht mehr. Der Aktienkurs hat 2015 um 10 Franken zugenommen und betrug Ende 2015 191 Franken. Die Dividende wurde innert zehn Jahren verdoppelt, von 3 auf 6 Franken. Auch konnte die BEKB regelmässig eine Gewinnsteigerung erzielen. Letztes Jahr waren es 131 Mio. Franken. Zum Klumpen-Risiko, das Thomas Brönnimann erwähnt hat, ist zu sagen, dass diese Aktien in den Büchern des Kantons zu 100 Mio. Franken in der Bilanz sind. Ob dies bei einem 10-Milliarden-Haushalt ein solches Klumpen-Risiko darstellt, und ob es bei einer derart gesunden Bank überhaupt ein Risiko ist, stelle ich in Frage.

Zum Finanziellen: Die Dividende für den Kanton betrug letztes Jahr 30 Mio. Franken. Seit 1998 hat die BEKB dem Kanton Dividenden, Steuern, Gebühren und Abgaben in der Höhe von 1,8 Mrd. Franken abgeliefert. Übrigens sind die 2,6 Mrd. Franken, die der Kanton in den 90er-Jahren eingeschossen hat auf Rappen und Franken zurückbezahlt worden. Das wäre hier auch noch zu betonen. Ich mache eine ganz einfache Milchbüchlein-Rechnung: Wir haben 30 Mio. Franken Dividenden im Jahr. Wenn wir die Aktien verkaufen – es wurde ein Wert von 900 Mio. Franken genannt – und wir mit diesem Erlös Schulden abbauen, so haben wir rund 10 Mio. weniger Schuldzinsen. Wenn wir den Erlös in einen Fonds legen, haben wir, falls es gut geht, 0,3 Prozent Ertrag, also ungefähr 3 Mio. Franken. Wir wollen also auf 30 Mio. Franken verzichten und dafür im Maximum 10 Mio. weniger Schulden bezahlen, oder eben 3 Mio. Franken Mehreinnahmen generieren. Ich frage mich daher, ob diese Rechnung aufgeht. Es gibt also keinen Grund, das fitteste und beste Pferd, das wir im Stall haben, zu verkaufen.

Zu der Fondslösung. Fonds sind in diesem Parlament ja bekanntlich sehr beliebt. Sogar die FDP sieht endlich ein, dass so ein Fonds gut wäre, und setzt sich neuerdings auch für einen solchen ein. Wenn allerdings Punkt 1 abgelehnt wird – und das tun wir ganz kategorisch –, so fällt Punkt 2 weg, und wir müssen nicht mehr darüber diskutieren. Ich komme zu den Anträgen. Die BDP lehnt Punkt 1 der Motion einstimmig ab. Einem Postulat würde eine ganz kleine Minderheit zustimmen. Punkt 2 lehnen wir einstimmig ab. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss zu versenken.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich lüfte hier wahrscheinlich kein Geheimnis, wenn ich sage, dass die SVP grundsätzlich gegen die Bildung jeglicher Fonds ist. Somit stösst das Anliegen in Punkt 2 auf totale Ablehnung, unabhängig davon, zu welchem Zweck ein Fonds geäufnet werden sollte. Damit ist die motionierte Thematik für die SVP keine Option. Generell hat sich aber unsere Fraktion auch mit der Frage des Verkaufs der BEKB im Grundsatz auseinander gesetzt. Wir kamen zum Schluss, dass zwar die Führung einer Bank nicht zu den Kernaufgaben eines Staates gehört. Und es geht ja hier auch nicht um die Fragestellung nach Neuakquisitionen von Beteiligungen und auch nicht um die Anlagenstrategie des Kantons Bern. Wie gesagt wurde, ist es aber Fakt, dass eine Änderung der Kantonsverfassung nötig wäre, wenn der heutige Beteiligungsanteil von 51,5 Prozent auf weniger als 50 Prozent gesenkt werden sollte. Zudem ist gemäss dem Bankengesetz der Name Kantonalbank nur dann zulässig, wenn der Kanton mindestens ein Drittel der Beteiligungen besitzt. Es besteht eine starke Verankerung der BEKB insbesondere im KMU-Bereich, und sie verfügt über eine breit gefächerte Kundschaft mit vielen emotionalen Bindungen. In diesem Umfeld wären das hohe Hürden, die man überwinden müsste. Ein grosser Teil der Fraktion sieht daher keine Veranlassung dazu und auch keine Dringlichkeit für einen Verkaufsentscheid, insbesondere im heute bestehenden Tiefzinsumfeld. Im Gegenteil ist das gute Dividendenpotenzial der steuerpflichtigen Bank für den Kanton Bern nicht unerheblich, und die volkswirtschaftliche Bedeutung ist ebenfalls nicht zu unterschätzen. Ich möchte auch erwähnen, dass die BEKB die Leistungen, die damals mit der Dezenium Finanz AG vom Staat gemacht wurden, längst zurückbezahlt hat. Sie ist in diesem Sinn eigentlich ein Betrieb, der für den Kanton Bern im Steuerbereich eben nicht zu unterschätzen ist. Zudem wäre es ein marktwirtschaftlich schlechtes Signal, wenn der Grosse Rat die Regierung zu einem Verkauf verpflichten sollte. Die SVP-Fraktion lehnt demzufolge im Falle einer punktuellen Abstimmung auch Punkt 1 der Motion mit einzelnen Ausnahmen ab. Auch bei einer Wandlung in ein Postulat läge die ablehnende Haltung in einem Verhältnis von 2 zu 1.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Der Kanton ist gemäss Verfassung verpflichtet, eine Bank zu betreiben. Deshalb lehnt die EDU die Motion in beiden Punkten ab. Wir

möchten die Verfassung im Moment nicht ändern, und das Volk wäre wohl auch nicht dafür.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP ist sich darin einig, dass Bildung eine sehr wichtige, eine der wichtigsten Aufgaben des Kantons Bern ist. Wenn man Prioritäten setzen möchte, so sollte man sicher nicht hier den Sparhebel ansetzen. Trotzdem sind wir geteilter Meinung in Bezug auf diesen Vorstoss. Die einen finden, dass man den Aktienanteil an der BEKB durchaus verkaufen könnte. Sie sagen, eine Mehrheitsbeteiligung an einer Bank gehöre nicht unbedingt zu den Staatsaufgaben. Ausserdem wissen wir alle nicht, wie sich die Rollen der Banken in den nächsten Jahren weiterentwickeln werden, und ob also das Aktienpaket des Kantons Bern bei der BEKB in zehn Jahren immer noch denselben Wert haben wird, wie heute. Weiter ist man der Meinung, die BEKB nehme ihre Rolle als Kantonalbank, die mehrheitlich dem Kanton Bern gehört, nicht immer wahr. Sie sollte nicht in erster Linie ihren Profit maximieren, sondern die lokale Volkswirtschaft stärken, was im Kanton Bern heisst, dass man vor allem KMU unterstützt. Daher wäre es also besser, das Aktienpaket jetzt zu verkaufen und den Erlös klar der Bildung zuzuführen, um unseren Kanton voranzubringen.

Die andere Hälfte unserer Fraktion ist der Meinung, man sollte die Mehrheitsbeteiligung an der BEKB jetzt nicht verkaufen. Immerhin ist unsere BEKB steuerpflichtig, also eine gute Steuerzahlerin. Sie zahlt jedes Jahr Dividenden aus und beschäftigt rund 1300 Mitarbeitende im Kanton. Die BEKB hat einen sehr guten Ruf als zuverlässige und stabile Bank, die nicht in dubiose internationale Geschäfte verwickelt ist. Das hängt auch damit zusammen, dass die Mehrheit eben dem Kanton, also uns allen gehört. Es ist besser, wenn der Kanton jedes Jahr Dividenden und Steuern von der BEKB erhält, als dass man mit einem Verkauf einen einmaligen Erlös erzielt. Wie hoch dieser Erlös wäre – das konnten Sie in der Antwort der Regierung lesen – ist noch nicht einmal sicher. Aus dieser Sicht sollte man die BEKB nicht verkaufen. Das Fazit der EVP-Fraktion: Die Meinungen sind geteilt, wir werden unterschiedlich abstimmen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Auch diese Frage, die Frage der Privatisierung der BEKB, ist nicht ganz neu und wurde im Grossen Rat schon verschiedentlich diskutiert. Dies namentlich aufgrund eines Vorstosses der Freisinnigen aus dem Jahr 2008, mit dem man eine Reduktion der Kantonsbeteiligung auf eine Sperrminorität von 34 Prozent forderte. Aus liberaler und ordnungspolitischer Sicht ist es klar: Die Führung einer Bank ist keine Staatsaufgabe. Artikel 2 des Gesetzes über die Aktiengesellschaft Berner Kantonalbank (AGBEKBG) nennt den Zweck der BEKB, und dort findet man keine spezifischen Aufgaben, die nicht auch eine rein private Bank wahrnehmen könnte.

Eine grosse Hürde für den Verzicht auf die staatliche Mehrheitsbeteiligung – das wurde auch bereits gesagt – ist die entsprechende Bestimmung in der Kantonsverfassung, die übrigens erst mit der Verfassungsrevision 1993 aufgenommen wurde. Ziemlich sicher müsste man also zunächst einmal die Verfassung ändern. Eine Abstimmungskampagne, in der die Bank zum Streitobjekt würde, wäre sicher dem Image der Bank und damit indirekt natürlich auch dem Portefeuille des Kantons Bern nicht unbedingt förderlich. Es ist auch fraglich, ob im Moment ein politischer Konsens für eine vollständige Privatisierung vorhanden wäre. Eine Namensänderung – auch das etwas Schwieriges – wäre dann nötig, wenn die Kantonsbeteiligung unter ein Drittel fallen würde. Auch das würde, wie gesagt, eine gewisse Hürde darstellen, und vor allem auch einen Verlust von immateriellen Werten der Kantonalbank. Natürlich beinhaltet die Kantonsbeteiligung auch Risiken. Hier besteht ein gewisses Klumpen-Risiko, das ist nicht von der Hand zu weisen. Dies gilt übrigens auch jetzt, selbst wenn keine Staatsgarantie mehr besteht. Ich erinnere als Vergleich an die Beteiligungen an den BKW, die den Kanton durch den Wertverlust seiner Aktien rund 1 Mrd. Franken gekostet haben. Auch dort hatte man gehofft, über Jahrzehnte hinweg Wertsteigerungen und dicke Dividenden einzufahren. Im Übrigen sind die heutigen Dividendenerträge kein Argument gegen einen Aktienverkauf. Die Erträge werden nämlich in den Verkaufspreis eingepreist, und man könnte das Risiko ja auch etwas breiter abstützen und andere Dividendenperlen kaufen. Wir sind immer noch der Meinung, dass sich der Kanton – auch wenn es die BEKB heute gut macht – längerfristig von solchen Risiken trennen sollte, und wir unterstützen deshalb den Vorstoss als Postulat. Im Rahmen der Umsetzung würde das heissen, dass man sich das Anliegen für die nächste Revision der Kantonsverfassung vormerken würde, dass man aber nicht allein für diese Frage eine Verfassungsänderung machen würde. Den zweiten Punkt lehnen wir klar ab. Wir sind gegen solche Fonds. Sie sind finanzpolitisch verpönt.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Eigentlich können wir uns in allen Punkten dem Sprecher der FDP anschliessen, zumindest, was Punkt 1 anbelangt. Es gibt wirklich keinen Grund, dass der Kanton Bern eine Bank besitzt. Es gibt keine Aufgaben, welche die Kantonalbank wahrnimmt, die zwingend beim Staat angesiedelt sein müssten. Der einzige Grund, weshalb Adrian Haas nun gesagt hat, man wolle dies nur als Postulat überweisen, ist folgender: Er ist unsicher, ob die politischen Mehrheitsverhältnisse für eine Privatisierung tatsächlich vorhanden wären. Ob diese vorhanden sind, wissen wir in ein paar Minuten, wenn darüber abgestimmt wird. Und wenn die FDP bei einer Motion mithelfen würde, würde dies vielleicht noch die Chance erhöhen, dass man dies verbindlich macht. Aber diese Frage werden wir in ein paar Minuten beantworten können.

Punkt 2 gab bei uns zu diskutieren. Wir sind dafür, dass der Kanton Bern Investitionen in die Bildung tätigt. Ob man aber jetzt im Falle eines Verkaufs einfach den gesamten Erlös aus dem Verkauf der BEKB in einen solchen Fonds transferieren sollte, das wird durchaus kontrovers diskutiert. Wir wären daher froh, wenn der Motionär diesen Punkt in ein Postulat wandeln würde, damit man diese unverbindlich prüfen könnte.

Le président. Der Motionär möchte sich vor der Regierungsrätin äussern.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Vielen Dank für die wirklich interessante Diskussion. Ich möchte Kollega Etter noch etwas sagen, der fand, bei der glp herrsche Ausverkaufsmentalität. Ich habe es anders wahrgenommen. Bei der glp herrscht Aufbruchsstimmung! Wir möchten den Bären ein wenig aus seinem Winterschlaf wecken, selbst wenn dies erst im Spätsommer der Fall ist. Dagegen habe ich fast ein wenig das Gefühl, bei der BDP herrsche eine gewisse Bewahrermentalität. Ich weiss nicht, ob der Buchstabe B schon fast für bewahren steht. Bei Häusern und ähnlichem ist das nicht mehr so en vogue, stelle ich fest – Stichwort Heimatschutz. Dagegen feiert der Heimatschutz nun offenbar ihn diesem Bereich, bei den Kantonalbanken, eine Art Wiederauferstehung.

Wie gesagt wurde, ist die Staatsgarantie in der Tat weggefallen. Das hat man ganz bewusst gemacht, gerade weil man damals haarscharf an einem riesigen Desaster vorbeigeschrammt ist und mit der Dezenium Finanz AG gerade noch das Schlimmste verhindern konnte. Es wäre aber nichts anderes als konsequent, nun auch den zweiten Schritt zu tun und die Privatisierung wirklich zu vollziehen. Dies selbst dann, wenn es so langsam vor sich gehen wird, wie Kollega Haas geschildert hat. Allerdings müsste dann sein Fraktionskollege im Präsidium den Button «Schneller als man denkt» wohl in der Hosentasche verstauen.

Es wurde gesagt, in der Verfassung stehe, wir bräuchten eine Staatsbank. Das ist ja schon an sich eine interessante Verfassungsbestimmung. Gegen diese hätte ich übrigens auch gar nichts; wenn man sich beispielsweise eine kleine, feine Tresorbank leisten würde, die Geschäfte machen würde. Das würde funktionieren. Aber was ich wirklich nicht nachvollziehen kann, ist, warum man eine Retail-Bank mit x Filialen braucht. Wenn Sie das in der Presse ein wenig verfolgt haben, wissen Sie, dass die BEKB im Moment unter ihrem weit verstreuten Filialnetz leidet. Sie beginnt nun selber, dieses herunterzufahren. Wenn das noch lange so weitergeht mit diesen Negativzinsen, haben Sie dann in vier Jahren vielleicht keine Ertragsperle mehr. Das Problem ist aber: Sollten wir erst dann, eben «langsamer als man denkt», plötzlich auf die Idee kommen, uns vielleicht von der BEKB zu trennen, dann hätten wir eben keinen hohen Kurswert mehr. Weil die BEKB im Moment offenbar noch recht gut geführt ist – und das möchte ich hier explizit festhalten –, hat sie einen hohen Kurswert. Darum wäre jetzt der Moment da, um dies einzuleiten.

Ein Argument, das mehrmals genannt wurde, ist die Steuerpflicht. Meine Damen und Herren, ich glaube, private Banken bezahlen ebenfalls Steuern. Und bevor ich schliesse, noch etwas zur Rendite: Sie können das in Studien nachlesen: Bildungsrenditen sind in der Regel immer zweistellig, nicht nur einstellig. Ich wandle gleichwohl in ein Postulat, in der Hoffnung, dass der erste Punkt angenommen wird, und verlange punktweise Abstimmung.

Le président. Sie haben es gehört, der Vorstoss wurde in ein Postulat gewandelt, und punktweise Abstimmung verlangt. Und bevor die Bären in den Winterschlaf gehen, gebe ich der Regierungspräsidentin das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Die BEKB ist eine sehr erfolgreiche, gesunde und solide Bank im Kanton Bern. Sie betreibt eine vorsichtige und langfristig ausgerichtete Geschäftspolitik, und das, liebe Anwesende, ist definitiv keine Selbstverständlichkeit bei den Banken. Ich möchte bei

dieser Gelegenheit auch einmal allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der BEKB, aber auch der Bankleitung herzlich für ihren tagtäglichen Einsatz danken und hier festhalten: Der Kanton Bern ist stolz auf die Berner Kantonalbank!

Lieber Grossrat Brönnimann, das bernische Kantonalbankmodell ist halt schon etwas Spezielles. Es zeichnet sich durch folgende Elemente aus: erstens die Rechtsform einer privatrechtlichen AG mit einer knappen Mehrheitsbeteiligung des Kantons Bern, und zweitens der Verzicht auf eine Staatsgarantie und eine klare Trennung zwischen der politischen und der unternehmerischen Verantwortung. Mit diesem schweizweit einzigartigen Modell profitieren nach Ansicht des Regierungsrats beide Seiten. Die BEKB geniesst eine grosse unternehmerische Freiheit und hat gleichzeitig einen stabilen, verlässlichen Mehrheitsaktionär. Zudem hat die BEKB für den Wirtschafts- und Lebensraum Kanton Bern einen hohen Stellenwert. Die Bank ist hier stark verwurzelt, und ein grosser Teil der bernischen Bevölkerung, aber auch der KMU haben Geschäftsbeziehungen mit der BEKB. Unsere BEKB betreibt seit Jahren ein Förderkonzept für Neuunternehmungen und innovative KMU. Sie ist die grösste Bankenausbildnerin im Kanton Bern, eine bedeutende Arbeitgeberin und nicht zuletzt eine wichtige Steuerzahlerin. Der Kanton Bern wäre einer der ersten Kantone, der ohne Not eine prosperierende Kantonalbank verkaufen und somit auch aufgeben würde. Denn der vollständige Verkauf der BEKB-Aktien ist ein endgültiger Schritt, und die Folgen daraus sind heute, aber auch in Zukunft, unabsehbar und unberechenbar. Es ist zum Beispiel nicht klar, in wessen Besitz diese Aktien dann übergangen. Es ist auch nicht klar, wie hoch der Erlös des Aktienverkaufs ausfallen würde. Auch ist sehr unklar, ob uns diese Bank, mit dem Entscheidzentrum in Bern erhalten bliebe, und ob die bisherige Geschäftspolitik weitergeführt würde oder plötzlich die Gewinnmaximierung im Zentrum stünde. Auch würde die Bank damit den Status einer Kantonalbank verlieren. Für mich als Finanzdirektorin ist zudem nicht ganz unwichtig – und das sollte es für Sie als Grossrätinnen und Grossräte eigentlich ebenfalls nicht sein –, dass der Kanton Bern mit dem Verkauf der Mehrheitsaktien darauf verzichten würde, Dividendenzahlungen zu erhalten: Dividendenzahlungen, wie beispielsweise 26,4 Mio. Franken im Jahr 2013, 27,84 Mio. Franken im Jahr 2014 oder 28,8 Mio. Franken im Jahr 2015. Wer also diese Motion – die nun in ein Postulat gewandelt wurde, darauf werde ich noch zurückkommen – unterstützt, muss sich dieser Risiken bewusst sein. Nebenbei bemerkt: Ich habe das Budget und den Aufgaben-/Finanzplan ja bereits präsentiert – und da kann man ja nicht mit gutem Gewissen zukünftig auf rund 30 Mio. Franken Dividenden verzichten.

Liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich habe Ihnen nun erklärt, weshalb der Regierungsrat die Motion aber auch ein Postulat ablehnt. Ich habe auch nochmals sehr ausführlich darüber berichtet, welche Risiken mit einem Verkauf verbunden wären. Deshalb bitte ich Sie, den Vorstoss abzulehnen. Nun hat der Motionär den Vorstoss in ein Postulat gewandelt. Was ist denn ein Postulat? Es ist ein Prüfauftrag. Aber nun soll mir doch mal jemand sagen, was ich denn zusätzlich noch prüfen soll. Ich habe die Fakten auf den Tisch gelegt. Sie wissen, was es bedeutet, wenn man die Mehrheitsaktien weghaben will. Dafür braucht es eine Verfassungsänderung, und das will der Regierungsrat nicht. Wenn Sie heute ein Postulat unterstützen, so kann ich Ihnen bereit jetzt sagen – da bin ich transparent – dass ich spätestens in zwei Jahren die Abschreibung dieses Postulats beantragen werde. Denn der Regierungsrat will diese Aktien nicht verkaufen. Also seien Sie bitte ehrlich gegenüber der Berner Kantonalbank. Sagen Sie klar, ob Sie zur Berner Kantonalbank stehen oder nicht, indem Sie die Motion – und das Postulat erst recht – ablehnen oder eben annehmen.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wir stimmen ziffernweise über ein Postulat ab. Wer Ziffer 1 als Postulat überweisen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 30

Non 106

Abstentions 5

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 als Postulat abgelehnt. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will,

stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 14

Non 127

Abstentions 1

Le président. Sie haben Ziffer 2 ebenfalls abgelehnt.